



MARC LIPINSKI

LES SCIENCES, UN ENJEU CITOYEN

UNE POLITIQUE ÉCOLOGISTE
DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION



{ LES Petits matins }



INTRODUCTION

On le sait, la France fonctionne par à-coups, braquant les projecteurs de son actualité sur tel ou tel sujet affiché prioritaire mais bientôt promis à l'ombre et à l'oubli. Les questions de l'enseignement supérieur et de la recherche ne dérogent pas à la règle, bien que, dans notre pays, la recherche se soit largement développée à côté et en dehors des universités. Dans les années 1930, diverses institutions de recherche avaient été créées, véritables précurseurs du futur Centre national de la recherche scientifique – le CNRS –, qui ne verra officiellement le jour qu'en 1939. Après guerre, ce n'est qu'en deux occasions qu'un intérêt politique fort s'affirme. D'abord avec Pierre Mendès France, qui restera associé au fameux colloque de Caen de 1956, annonciateur d'une décennie ambitieuse pour la recherche, d'une réforme des statuts du CNRS, de grands moyens budgétaires donnés à la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST), au développement de grands projets technologiques, à la création de l'Inserm, etc. Notons que, dès ces années-là, on mentionnait la nécessaire suppression des cloisons entre universités et grandes écoles, toujours invoquée, jamais entreprise.

1981-1982 : année cruciale pour la recherche

Après la période gaulliste puis la glaciation des septennats de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing, il faudra attendre 1981 et l'élection de François Mitterrand pour voir à nouveau une réelle ambition politique s'exprimer face au constat d'une recherche en crise. L'arrivée de la gauche aux manettes du pouvoir national donne à Jean-Pierre Chevènement, encore étiqueté à la gauche du Parti socialiste, l'occasion d'affirmer sa foi en une recherche publique et une recherche industrielle fortes qu'il faudrait utiliser comme « instruments de relance du pays pour le sortir de la crise ». Un discours qui sera périodiquement répété jusque sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Dès sa prise de fonction comme ministre d'État, ministre de la Recherche et de la Technologie, Jean-Pierre Chevènement annonce la tenue d'un colloque national sur les grands choix scientifiques « sur le modèle du colloque de Caen de 1956 ». En juillet 1981, le comité d'organisation est mis en place. La communauté scientifique se mobilise largement, favorablement impressionnée par l'ambition qu'exprime François Mitterrand d'atteindre 2,5% du PIB pour la recherche en fin de législature, contre 2% en 1980¹. Pour préparer la future loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique, de multiples réunions se tiennent partout en France à l'automne, des milliers de chercheurs s'impliquent, débattent vivement autour des douze thèmes proposés. Les rapports qui en découlent sont présentés au cours de Journées nationales qui se déroulent du 13 au 16 janvier 1982 dans

1. Intention rapidement traduite par le vote au Parlement d'un collectif budgétaire qui ouvre la voie à des recrutements immédiats de chercheurs.

le faste du Palais des congrès de Paris. Le président de la République en fait lui-même l'ouverture; le Premier ministre, Pierre Mauroy, viendra le clôturer; nombre de ministres s'y déplaceront. C'est dire l'importance qu'on voulait leur montrer en haut lieu.

La presse suit le mouvement et accompagne la préparation des Journées nationales en publiant force tribunes et analyses. Le 5 janvier, par exemple, Edgar Morin exprime en première page du *Monde* son espoir « que le colloque puisse devenir un grand moment de société, voire de civilisation, à condition que les chercheurs réfléchissent sur la science elle-même ». Il souligne l'ambivalence d'une « science élucidante, enrichissante, conquérante, triomphante, libératrice », mais aussi « porteuse de possibilités terrifiantes d'asservissement, d'anéantissement ». Les écueils pointés par le sociologue philosophe sont ceux du morcellement, du cloisonnement, des « surspécialisations », de la césure entre sciences de la nature et sciences de l'homme. Pour Edgar Morin, en produisant des connaissances, la science crée des pouvoirs qu'elle ne peut pas assumer et que s'accaparent donc les pouvoirs économiques et politiques.

À la veille de l'ouverture du colloque, sous le titre « La marmite technologique », on peut lire en première page du même quotidien un article où Pierre Drouin résume les débats en questionnant : « +30 % de budget en 2002 mais quoi dans la marmite ? » Car si l'idée selon laquelle la recherche peut être un véritable élément moteur pour sortir de la crise semble faire consensus, il apparaît aussi, déjà, qu'il est prioritaire de « réconcilier les citoyens avec la science et la technologie ». Mais attention, avertit Pierre Drouin, « l'effort doit être à double sens, non seulement offrir au public les

moyens de préparer et contester les choix du pouvoir, mais demander au chercheur de descendre de sa tour d'ivoire pour mieux informer, mieux participer à la vie collective » car « l'opinion ne peut plus avoir envers la science cette foi éperdue que le positivisme avait su propager à la fin du siècle dernier ». Un constat sans réelle réponse institutionnelle. Trente ans plus tard, la question reste posée de savoir comment se pourvoir de méthodologies et d'instances appropriées pour revisiter en permanence la complexité des rapports entre le monde des sciences et le reste de la société.

Il s'écoule un an tout juste entre l'élection de François Mitterrand et le début de discussion au Parlement d'une loi d'orientation et de programmation. Les recrutements de chercheurs ont doublé en 1981, le budget 1982 est en hausse de 30 %, une hausse moyenne de 18 % par an est visée pendant la législature. Le statut des chercheurs et des personnels de soutien à la recherche (ingénieurs, techniciens, administratifs) sera transformé, chacun ou presque acceptant de rejoindre la fonction publique. Mais bientôt, après les trois dévaluations successives du franc, survient le « tournant de la rigueur ». François Mitterrand renonce à « changer la vie ». Laurent Fabius succède à un Pierre Mauroy usé à Matignon. Les ambitions pour la recherche française vont suivre le cours habituel et s'effacer de l'actualité. Pourtant, ces années-là voient l'émergence et bientôt l'explosion du sida; l'affaire du « sang contaminé », celles de l'hormone de croissance et de la vache folle vont encore noircir le tableau. C'est aussi l'époque de la pitoyable et honteuse affaire du *Rainbow Warrior* de Greenpeace qui occupe tout l'été 1985, tandis que les écoutes illégales se multiplient. En 1986, le nuage de Tchernobyl

s'arrête miraculeusement à la frontière française; en 1987, la cellule antiterroriste de l'Élysée débusque à Vincennes de pauvres Irlandais présentés comme de dangereux terroristes². L'ambiance est durablement plombée.

Si, pendant les années Jospin-Strauss-Kahn-Allègre et la cohabitation avec Jacques Chirac, un regain d'intérêt se manifeste, c'est surtout pour entendre claironner le discours selon lequel la recherche doit être « va-lo-ri-sée » pour produire enfin plus de richesse et plus d'emplois. Que les chercheurs se transforment eux-mêmes en entrepreneurs d'un nouveau type³! La loi dite « Allègre » sur l'innovation et la recherche, promulguée le 12 juillet 1999, restera sans effets probants, les chercheurs continuant de montrer un enthousiasme très relatif pour la création d'entreprises, eux qui se débattent déjà entre des tâches administratives de plus en plus absorbantes et une quête sans fin de crédits pour faire fonctionner leurs équipes et leurs laboratoires. Avec ma collègue Joëlle Wiels, c'est ce que nous décrivons dans une tribune publiée par *Libération*⁴. Directeur d'une unité de recherche, c'est la première fois que j'exprime publiquement mon mécontentement professionnel. D'autres motivations, d'ordre plus général, me poussaient également vers un engagement politique actif. Lionel Jospin était Premier ministre depuis plus de quatre ans. Ce ne pouvait être que chez les Verts.

2. Vingt et un ans plus tard, c'est à Tarnac que les troupes de Michèle Alliot-Marie débusqueront leurs « terroristes de l'ultra-gauche ». Autres temps, autres acteurs, mêmes mœurs.

3. Un type plus attractif sans doute que celui que Bernard Tapie avait incarné sous les encouragements d'un François Mitterrand à la manœuvre politicienne.

4. Le 30 octobre 2001, dans un article intitulé : « Recherche : la France sans courage ».